

**Infirmières  
et personnel de santé  
ukrainiens  
en temps de guerre**

mai 2023

## La douleur des infirmières ukrainiennes en temps de guerre

### Un rapport du syndicat des infirmières Sois comme Nina

En 1990, l'Ukraine comptait 670 000 infirmières. En 2017, elles étaient presque deux fois moins nombreuses (360 000). En 2018, la réforme des soins de santé a commencé et le total du personnel a changé. Cependant, si nous comparons les données générales disponibles du Service national des statistiques, il s'avère que pendant cette période, le nombre de l'ensemble du personnel médical a diminué de 140 000 - en 2017, il y avait 848 000 médecins, et en janvier 2022, il y en avait 709 000. Il n'y a pas de données après le début de l'invasion à grande échelle de la Russie. Toutefois, on peut supposer que l'occupation et les réfugiés ont rendu la réduction de personnel s'est aggravée.

### Ce que disent les chiffres

Dans le contexte du sous-financement permanent du secteur,

les infirmières et le personnel médical subalterne étaient désavantagés. Ceux et celles qui en avaient la possibilité sont parties. Et celles et ceux qui sont restés ont fini par travailler pour deux. La réforme des soins de santé n'a fait qu'aggraver la situation, en obligeant les hôpitaux à devenir «rentables». Ainsi, pour économiser de l'argent, ce sont souvent les personnes les moins aptes à résister qui ont été licenciées.

Selon Nina Kozlovska, fondatrice du mouvement Sois comme Nina [syndicat d'infirmières], la réforme ne prenait pas du tout en compte les intérêts des cadres subalternes et intermédiaires. L'une des premières actions du mouvement a donc été d'exiger que cet aspect soit revu.

Il semble que le gouvernement ait fait des concessions à certains égards et, en janvier 2022, les salaires des infirmières ont été portés à 13 000 UAH (323 euros). Un «contrat social» conditionnel a vu le jour, lorsque ceux et celles qui sont restés après les licenciements ont pu compter sur un salaire plus ou moins décent.

### Quel est le salaire des infirmières ?

Cependant, presque immédiatement, il y a eu des cas où le personnel a été contraint d'accepter un travail à temps partiel, réduisant ainsi leurs salaires. Et en temps de guerre, il était difficile de résister.

En outre, le 13 janvier 2023, le Cabinet des ministres a adopté la résolution n° 28 sur «Certaines questions relatives à la rémunération des personnels médicaux, pharmaceutiques et de rééducation des établissements de santé publics et municipaux», qui permet de réduire les salaires du personnel en cas de déficit du budget de l'hôpital.

Si les coûts de main-d'œuvre dépassent 85 % des fonds reçus dans le mois en cours, compte tenu des soldes accumulés, le salaire minimum des travailleuses médicales est fixé dans les limites du fonds de paie disponible, mais dans un montant qui ne peut être inférieur au salaire minimum, conformément à l'alinéa 4 du paragraphe 1 de la résolution n° 28.

Dans le même temps, le gouvernement ne considère pas une telle réduction de salaire comme une modification des conditions de travail essentielles et ne doit donc pas l'annoncer à l'avance.

Selon le service national des statistiques, en janvier 2022, le

salaire moyen des médecins était de 13 000 UAH (323 euros). Toutefois, selon le service national de l'emploi, en avril 2023, le salaire moyen pour les postes vacants dans le secteur de la santé était déjà d'environ 12 000 (297 euros).

Une autre atteinte au bien-être des infirmières est le refus de payer les prestations de soins de santé à la charge de l'employeur. Les refus sont généralement motivés par le fait que la résolution n° 524 de la CMU [assurances sociales], qui établit la garantie correspondante, s'applique aux institutions budgétaires, alors que les entreprises municipales à but non lucratif ne sont pas reconnues comme telles.

Obligation de se perfectionner à ses propres frais

La logique de la réforme des soins de santé implique que le personnel le plus professionnel se voit confier un travail. Il faut donc constamment se perfectionner et acquérir de nouvelles connaissances. La nécessité d'améliorer les qualifications est également inscrite dans la loi.

Toutefois, selon Oksana Slobodiana, responsable du mouvement médical Sois comme Nina, les infirmières doivent le faire à leurs propres frais.

« La législation a perdu la phrase selon laquelle l'employeur paie

la formation avancée », indique-t-elle en se référant à l'arrêté du ministère de la santé « relatif à l'amélioration du système de formation postuniversitaire et de développement professionnel continu des spécialistes ayant un niveau professionnel supérieur, un niveau d'entrée (cycle court) et un premier niveau (licence) de l'enseignement supérieur médical et pharmaceutique, ainsi qu'un master en soins infirmiers ».

### Les infirmières en temps de guerre

L'invasion russe a privé des millions de personnes de leur maison. Les infirmières font partie de ces personnes qui n'ont aucune marge de manœuvre financière en cas d'urgence. De plus, pendant longtemps, le statut des médecins en temps de guerre est resté flou.

Selon Oksana Slobodiana, ce n'est que six mois après le début de la guerre qu'ils ont réussi à obtenir une réponse claire du ministère de la santé indiquant que les médecins des territoires occupés ne seraient pas considérés comme des collaborateurs. Il n'a pas non plus été précisé si les femmes médecins pouvaient traverser la frontière et être mobilisées. Toutefois, à l'heure actuelle, seule l'obligation d'être enregistrée est en vigueur.

Cependant, les défis humanitaires de la guerre, les licenciements et les réductions de salaire placent les infirmières dans une position extrêmement risquée.

### Pourquoi les infirmières doivent demander de l'aide

Selon Oksana Slobodiana, la plus grande crainte des médecins est de tomber gravement malade. Après tout, ils savent exactement combien cela va leur coûter.

Les infirmières sont incapables de traiter une simple fracture, sans parler des problèmes plus graves, explique Oksana, citant l'exemple d'un message qu'elle reçoit régulièrement de la part de médecins :

« Il se trouve que la veille de Pâques, je me suis tordu la jambe, je suis tombé et j'ai eu une fracture ouverte du membre inférieur des deux tibias avec déplacement et un talon fissuré. Je suis actuellement dans un hôpital local, mais ils n'ont pas de spécialiste et d'outils pour mon opération, alors le chirurgien traumatologue local me recommande d'aller dans une autre ville. J'ai besoin d'une opération de la jambe pour installer l'appareil Elizarov, qui est la meilleure option pour moi. Les prix sont bien sûr élevés, mais je ne peux pas les payer. Je ne peux même pas emprunter à des parents, car je n'en ai pas, et je ne

reçois pas de prestations sociales pour les enfants de plus de 5 ans, je n'ai qu'un salaire, ce qui n'est pas suffisant pour moi. Je vous remercie et vous prie de m'excuser si je vous ai posé la mauvaise question. »

L'année dernière, le mouvement Sois comme Nina a lancé un projet commun avec l'organisation caritative allemande Medico International. Auparavant, le mouvement avait pu financer des opérations chirurgicales complexes pour les infirmières Iryna Cherkasova de Lysychansk et Olga Salimukha de la région de Rivne. Un certain nombre de familles de médecins, de travailleur·euses sociaux et d'autres catégories qui ont fui l'occupation russe ont reçu une aide humanitaire et un abri temporaire. Jusqu'à présent, nous avons réussi à héberger 24 familles et à payer leur entretien. Plus de 100 familles ont reçu une aide ponctuelle.

Cependant, cette charité ne peut pas résoudre les problèmes des infirmières à un niveau systémique. Cela n'est possible que si elles ont des salaires et des conditions de travail décentes. C'est pourquoi le mouvement Sois comme Nina appelle tous les travailleur·euses de la santé à être solidaires et prêts à se battre sur

leur lieu de travail et ensemble au niveau national.

«Notre chemin a été difficile, mais nous avons pu le faire, maintenant les autorités savent qu'il y a des infirmières en Ukraine et dans quel état elles se trouvent. Et nous ne devons pas nous arrêter, trouver la force et partir, pour le bien de nos soldats, pour le bien de l'Ukraine », a déclaré Oksana Slobodyana.

12 mai 2023

## « Nous créons des syndicats indépendants dans les hôpitaux »<sup>1</sup>

Depuis plusieurs mois, à Kyiv, Lviv et dans d'autres villes ukrainiennes, les travailleur·euses des hopitaux, notamment les infirmières, se sont mobilisé·es pour défendre leurs droits. En cause notamment, les salaires non payés, les conditions de travail et les fermetures d'hôpitaux. Des syndicats indépendants à la base sont apparus. Oksana Slobodiana du mouvement « Sois comme Nina » a bien voulu répondre à nos questions sur cette situation.

### **Pourriez-vous vous présenter pour nos lecteur·trices.**

Je m'appelle Oksana Slobodiana. J'anime le mouvement dans le secteur de la santé le mouvement «Sois comme Nina», le syndicat indépendant de la région de Lviv, et je travaille comme infirmière dans un hôpital pour enfants. Je suis également mère de quatre

enfants, dont trois sont encore mineurs.

**Pourriez-vous nous présenter le mouvement «Sois comme Nina», son histoire, son rôle et la raison de son nom ?**

Notre mouvement est né d'une initiative populaire de travailleur·euses à la base de la santé (infirmières) en 2019. Depuis lors, nous protégeons les droits des travailleur·euses de la santé. Si nous ne parvenons pas à résoudre les problèmes par le dialogue, nous organisons des manifestations. Notre tâche principale est d'améliorer les conditions de travail et de formation des travailleur·euses de la santé. Pour ce faire, nous utilisons toutes les méthodes, bien sûr, dans le respect de la loi. Le nom du mouvement « Sois comme Nina » vient du nom de l'initiatrice de la première manifestation d'infirmières, Nina Bondar. Nina, qui travaillait dans un hôpital de Kyiv, a décidé un soir de dire son mécontentement concernant les conditions de travail, le salaire et l'attitude de la direction à l'égard des infirmières. Elle a publié ce message – un cri du cœur – sur Facebook. Du jour au lendemain, elle a eu

---

1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhandat. Publié par le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#)

plus de 20 000 vues. Depuis, les travailleur·euses du secteur de la santé s'unissent pour défendre ensemble leurs droits professionnels. Comme Nina, tous et toutes veulent cesser de laisser passer sous silence toutes les violations auxquelles elles et ils sont confronté·es sur leur lieu de travail.

**Le secteur des hôpitaux et des soins de santé est stratégique, en particulier pour un pays en guerre. Pourtant, nous constatons que les travailleur·euses de la santé sont confronté·es à de nombreuses difficultés. Pouvez-vous nous parler de la situation actuelle des médecins et des infirmières, et de l'état du secteur de la santé en Ukraine en général ?**

Depuis 2018, l'Ukraine met en œuvre une réforme des soins de santé. Depuis lors, les établissements médicaux ferment régulièrement, les hôpitaux sont optimisés et fusionnés. Cela a un impact important sur les travailleur·euses du secteur de la santé, qui perdent leur emploi. Ce processus ne s'est pas arrêté pendant la guerre. La situation s'est considérablement aggravée : de nombreux établissements médicaux ont été fermés à la suite des bombardements et des tirs d'artillerie. À ce stade, il serait utile de mettre un terme à cette

soi-disant « optimisation ». Mais la principale erreur de la réforme a été la décision de transférer la gestion du secteur des soins de santé aux autorités locales. Aujourd'hui, ce sont les fonctionnaires locaux qui décident si un établissement de santé est nécessaire ou non. Les autorités municipales sont devenues de facto les propriétaires des hôpitaux. Des personnes qui n'ont pas reçu de formation spéciale, qui ne comprennent pas comment cela fonctionne dans la pratique, décident du sort des établissements médicaux et, par la même occasion, de leurs employé·es et de leurs patient·es.

**Nous avons assisté à des manifestations du personnel hospitalier à Kyiv et à Lviv. Je pense que des syndicats ont également été créés dans ces villes. Pourriez-vous nous parler de ces manifestations et des revendications qu'elles expriment ? Quels sont ces nouveaux syndicats ou organisations qui existent dans les hôpitaux pour protéger les employés et leur santé ?**

Les manifestations sont interdites en Ukraine en raison de la « loi martiale ». Mais les travailleur·euses de la santé ne se reposent pas sur leurs lauriers et commencent à créer des syndicats indépendants sur le terrain. Jusqu'alors, les « syndicats d'État »

opéraient dans les établissements médicaux, soutenus par des ressources « administratives » tout en ignorant les opinions et les intérêts de leurs membres.

Aujourd'hui, tout change. Les employé·es s'unissent pour défendre leurs droits professionnels. Auparavant, ces syndicats indépendants n'existaient que dans les grandes villes, mais aujourd'hui nous contribuons à ce qu'ils apparaissent également dans les petites villes et les villages. Les travailleur·euses des petites villes et des villages doivent également se sentir protégé·es.

**Quel type de soutien recevez-vous de la part du public ?**

L'attitude des gens à l'égard des médecins change suivant les périodes. Parfois, les patient·es pouvaient faire des reproches au personnel médical. Puis est survenue la pandémie du Coronavirus, et les gens ont vu comment les médecins, les infirmières et le personnel subalterne, sans protection spéciale, au péril de leur vie, ont commencé à les sauver. Le personnel de santé alors gagné en respect. Aujourd'hui, les choses se passent différemment. Pour être honnête, tous les Ukrainien·nes ne sont pas bien informé·es sur la réforme actuelle du secteur de la santé et ses conséquences, si bien qu'ils et elles se plaignent souvent de

nous. Mais nous communiquons activement avec la population, en l'informant de la situation réelle. Les gens commencent à réfléchir à cette question plus en profondeur et à soutenir les professionnel·les de la santé.

**Pensez-vous que les professionnels de la santé peuvent proposer un plan alternatif à la politique de santé du gouvernement ?**

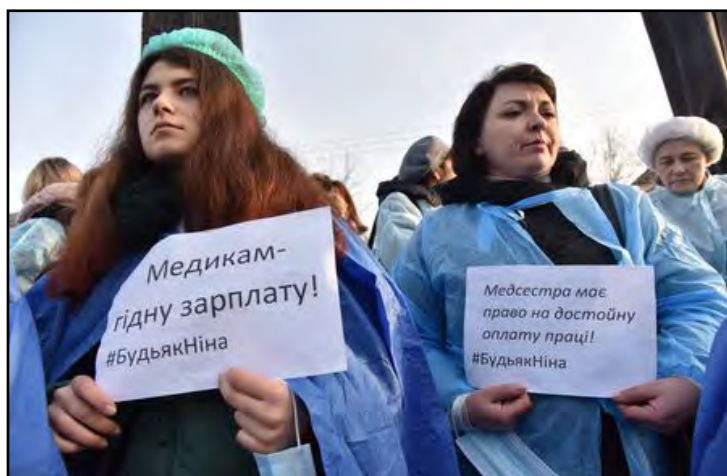
Bien sûr, car les changements ne peuvent être proposés que par des personnes qui travaillent dans ce domaine et connaissent ses problèmes de l'intérieur. En effet, il semble parfois que des personnes au hasard, sans expérience particulière, ont pris en charge la réforme du secteur de la santé en Ukraine. Par exemple, ils veulent réformer les soins de santé en Ukraine selon le «modèle britannique». Mais nos réalités, la situation économique du pays, la mentalité des gens et la situation des soins de santé, qui n'ont jamais été correctement financés, sont très différentes de celles du Royaume-Uni. En outre, nous ne devons pas oublier que notre pays est actuellement engagé dans une guerre à grande échelle.

3 avril 2023









## Chronomètre vs infirmière ukrainienne

Lyudmila Lysenko est infirmière et membre du syndicat Be like Nina. Elle pose une question : Est-il juste de faire vérifier le chronométrage d'une infirmière qui travaille sur un poste de 12 heures par quelqu'un qui est loin de la médecine - un comptable ? Est-ce légitime ? Une autre infirmière répond Il serait logique que l'infirmière ait le droit de contrôler le travail du directeur de l'hôpital et d'évaluer la pertinence des paiements qui lui sont versés Un autre ajoute : À Tchernobaïevsk, des représentants qui n'étaient pas des employés de l'hôpital, mais des employés des conseils de village de deux communautés et des employés du service comptable ont fait un suivi et ils ne nous ont rien dit, ils n'ont rien rapporté. Et cette année, quand ils nous ont licenciés, ils ont remis un rapport de surveillance au tribunal, qui précise que pendant le chronométrage, les infirmières ont fait quelques manipulations inutilement à plusieurs reprises. Ils ne comprennent pas qu'il faut brancher le compte-gouttes puis,

toutes les 10 à 15 minutes, mettre les médicaments prescrits dans le tube.

Mai 2023

## Le personnel de santé ukrainien doit contrôler l'argent public

Tous les professionnels de la santé ukrainiens bénéficient «officiellement» d'une augmentation de salaire depuis janvier de cette année. Cependant, certaines institutions médicales affirment qu'elles n'ont pas les fonds nécessaires pour le faire : les médecins et les infirmières sont contraints de travailler à temps partiel. Selon le député Radutsky (ukrinform.ua), cette explication est «manipulatrice... Le budget [du secteur de la santé] a été porté au niveau record de 34 milliards d'UAH. Il s'agit d'augmenter les salaires des médecins et du personnel de santé. Et selon les calculs du ministère ukrainien des finances et du ministère de la santé, cet argent est suffisant à 100 %». En fait, il a été rapporté qu'au lieu d'augmenter les salaires des travailleurs de la santé, la direction de certains hôpitaux les transférerait à des emplois à temps partiel. Le ministre de la santé, Viktor

Lyashko, a déclaré que si de telles choses étaient découvertes, le directeur d'une institution médicale se verrait infliger une amende de 65 000 UAH[1.609 euros] pour chaque employé ayant subi une réduction de son temps de travail. Comment croire le gouvernement ? Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs syndicats pour s'assurer que l'argent public destiné au secteur de la santé est bien géré.

Avril 2023

### Au centre périnatal de Zaporizhzhia, les salaires ne sont pas payés

Depuis janvier 2023, dans le centre périnatal de Zaporizhzhia, tous les employés sont payés 6 500 Hryvnia pour les infirmières et 7 000 Hryvnia pour les médecins au lieu de 13 500 pour les infirmières et 20 000 pour les médecins. De plus, les salaires n'ont pas été payés depuis deux mois. Les premiers versements partiels du salaire minimum n'ont été effectués qu'en mars 2023. Les salaires sont payés par tranches. Par versements de 500, 300 ou 1000 hryvnias. Au 20 avril 2023, 4 343,63 hryvnia n'ont été payés que pour janvier et février. Pour mars, seulement 1 500 ont été payés et rien n'a été payé pour avril. Les gens ont été privés de salaire normal pendant

plus de quatre mois. Une infirmière a dit : «Je comprendrais si nous étions en territoire occupé et que notre salaire était réduit, mais quand nous sommes en territoire non occupé, en restant travailler (dans notre cas, les enfants), c'est incompréhensible. Il a été constaté sur à plusieurs reprises que notre région vole de l'aide humanitaire. Nous supposons que nos salaires sont peut-être aussi allés dans la poche de quelqu'un.

Avril 2023

### Lviv : les infirmières veulent être entendues

Le site web des infirmières Be Like Nina <http://www.medryh.com.ua> rapporte que :

Le 21 mars, le syndicat des infirmières a réussi à se rendre à une réunion pour discuter de la convention collective à la maternité TMO-3 de Lviv. Auparavant, le syndicat indépendant n'avait pas été autorisé à discuter de la convention, qui a affecté directement les conditions de travail dans l'établissement médical, à plusieurs reprises. Comme l'a fait remarquer Oksana Slobodyana, du mouvement Be Like Nina, elle considère qu'il s'agit d'une discrimination à l'encontre des infirmières, puisque le syndicat des médecins, qui a été créé en même temps que le syndicat des

infirmières, a été admis sans aucun problème.

De son côté, l'administration de la maternité a expliqué aux infirmières que seuls des points de procédure sont actuellement en discussion et que leur syndicat pourra faire ses propositions dans la convention collective après l'élaboration de son projet.

Le conflit entre les infirmières et l'administration de TMO-3 dure depuis plusieurs mois. Dans un premier temps, le paiement des salaires a été retardé. Après l'intervention de Be comme Nina, ils ont été payés, mais la direction a décidé de punir les infirmières rebelles en imposant des horaires de travail décalés. La convention collective qui pourrait corriger cette situation, puisque le syndicat des infirmières cherche à faire ses propositions concernant les horaires de travail et d'autres questions, est toujours en suspens.

Mars 2023

### La lutte des infirmières à Lviv : le film

Confrontation des infirmières de la maternité, qui fait partie du KNP «Lviv TMO 3», avec l'administration de l'établissement. Les travailleurs tentent d'exiger justice et d'être impliqués dans la discussion d'une nouvelle convention collective de travail. Ils ont été

suivis par un cinéaste membre du Sotsialniy Rukh - Mouvement social et qui a filmé le processus de la lutte syndicale, qui réunit plus d'une centaine et demi d'infirmières de Lviv, pour la reconnaissance de leur statut.

«Nous sommes traités comme des moutons, comme de la biomasse», s'indigne la nouvelle dirigeante syndicale Vasilyna Biletska, évoquant la discrimination sur le lieu de travail de la part de la direction

Comme on le voit sur les images, la direction a accepté de discuter avec les infirmières de leurs demandes. Mais déjà aujourd'hui, un conflit fait à nouveau rage, où les intérêts des travailleurs sont ignorés et contraints de renoncer à leur droit légitime d'influencer leurs garanties d'emploi, leurs conditions de travail et leur traitement décent. Nous vous invitons à visionner l'entrevue des membres du syndicat.

Film en ukrainien, mais même si vous ne parlez pas ukrainien, vous pouvez les voir

<https://www.youtube.com/watch?v=yhAkZWI33kQ>

Mars 2023

## Des licenciements ... et des luttes

Oleksandr Kitral<sup>1</sup>

Dans le contexte ukrainien actuel, la demande de la société pour des conditions de vie plus justes et la demande de personnes qui sont prêtes à les promouvoir et à les défendre sont de plus en plus importantes. Et l'expérience montre qu'il y a de plus en plus de personnes en Ukraine qui placent la recherche de la vérité et la protection de l'intérêt public au-dessus de leur confort personnel. Ces convictions donnent aux citoyens la force d'agir, même lorsque tous les autres abandonnent. Nous partagerons ici avec vous un certain nombre d'histoires inspirantes.

Cet article met en lumière les travailleurs du secteur de la santé qui se sont engagés à défendre leurs droits sociaux. Selon les données du Service national de l'emploi pour janvier-mars 2023, ce sont les travailleurs de la santé et des services sociaux qui sont les

premiers concernés par les licenciements collectifs, juste après les travailleurs de l'administration publique et du secteur de la défense.

Malgré la complexité de la procédure juridique et la résistance de la direction, nos héros ont défendu leurs droits. Les travailleurs du secteur médical notent qu'en défendant leurs droits sociaux, ils ont été guidés avant tout par la justice et le choix de défendre des droits sociaux, ce qui leur a donné de la force dans leur lutte.

### Arrêter ou cela va empirer

L'histoire de Serhiy Kotyk, chirurgien orthopédique et traumatologue de 29 ans originaire de Vinnytsia, est un exemple de la tyrannie. Il a eu le choix entre démissionner ou ne pas être payé. En août de l'année dernière, l'administration de l'hôpital clinique pour enfants du conseil régional de Vinnytsia, où travaillait Serhiy, a procédé à des licenciements massifs. La plupart des infirmières ont été licenciées, ainsi que des médecins

«Le chef de service m'a appelé et m'a dit que j'étais licenciée. Il a exigé que j'écrive une lettre

1. Publié par le site [Commons](#)

de démission, faute de quoi je ne serais pas payée et je ne serais engagée par aucun autre hôpital. J'ai dit que je n'écrirais rien. Par la suite, le chef de service m'a rappelé plusieurs fois pour me dire que le service comptable lui avait confirmé que je ne recevrais pas d'argent. Cette attitude m'a encore plus offensé», a déclaré Serhiy à Commons.

Le médecin a décidé de demander justice au tribunal. Le reste du personnel, dit-il, a écrit des lettres de démission. Serhiy n'ayant aucune expérience des procès, il s'est tourné vers le mouvement médical ukrainien «Be Like Nina» pour obtenir des conseils, où il s'est assuré le soutien de Vitaliy Dudin, docteur en droit et président de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social). Serhiy Kotyk a expliqué à nos journalistes qu'il n'était pas tant guidé par le maintien de son emploi et de son salaire, qui était bas, que par son désir de montrer aux travailleurs médicaux qu'ils n'étaient pas des esclaves de la direction de l'établissement médical.

«Mon but était de rétablir la justice et de montrer aux travailleurs du secteur médical qu'ils ne sont pas des esclaves ! Si tous les employés commençaient à s'indigner, il y aurait moins d'arbitraire dans le secteur médical. Après

tout, l'expérience montre que les médecins qui commencent à se battre pour leurs droits atteignent leurs objectifs», a-t-il déclaré. La confiance de Serhiy a également été renforcée par son amour pour son travail et pour l'hôpital, qu'il a rejoint pour la première fois en tant qu'étudiant.

En fin de compte, trois audiences ont eu lieu et, en mars, le tribunal de la ville de Vinnytsia a décidé de réintégrer le médecin dans son travail et d'obliger son employeur à lui verser son salaire pour la période d'absence forcée. Le médecin se souvient qu'après cela, l'attitude de l'administration à son égard a changé. Personne n'a osé faire de remarques acerbes à son sujet. Il a même eu l'impression que la direction avait peur de lui.

L'histoire n'est cependant pas terminée. L'employeur de Serhiy a fait appel auprès de la Cour d'appel, qui a statué en sa faveur le 3 mai. Après cela, l'hôpital l'a payé et il est parti. À son tour, Serhiy envisage d'aller devant la Cour suprême si les motifs peuvent être contestés (le texte intégral de la décision n'est pas encore disponible). Par ailleurs, l'exemple de Serhiy Kotyk a déjà inspiré ses collègues. Selon lui, plusieurs jeunes travailleurs médicaux de l'hôpital ont déjà interrogé sur les possibilités de la protection de



leurs droits du travail devant les tribunaux et lui ont demandé de partager ses contacts.

«Tu es le seul à les avoir remis à leur place»

Il convient de noter que les personnes plus âgées sont également impliquées dans la lutte pour les droits du travail. L'une d'entre elles est Liudmyla Pukha, une infirmière de 54 ans de Myrhorod, dans l'oblast de Poltava. Elle a intenté un procès à ses employeurs, qui l'ont autorisée à reprendre le travail et à recevoir une indemnité pour absence forcée.

Son histoire a commencé l'année dernière. À l'époque, l'administration de l'hôpital de soins intensifs de Myrhorod a procédé à des licenciements massifs. Liudmyla a également été informée de ces licenciements. Elle a déclaré à nos journalistes que la nouvelle l'avait choquée. Après tout, en tant qu'infirmière de la catégorie la plus élevée, elle avait donné 37 ans de sa vie à l'hôpital et y était en bonne position. En outre, son mari et son fils étaient handicapés. Au début, Liudmyla pensait pouvoir raisonner le nouveau directeur, nommé quelques mois plus tôt. Mais tous ses arguments sont restés vains. De plus, dit-elle, alors qu'elle rassemblait des documents à présenter à la direction, elle a

été informée que des employés dans la même situation qu'elle ne serait plus tolérée à l'hôpital.

«J'ai alors dit au directeur que j'irais en justice. Il m'a répondu : «Allez-y, si vous gagnez, nous vous réintégrerons», raconte Liudmyla.

En conséquence, le tribunal municipal de Myrhorod a donné raison à Liudmyla Pukha. Cependant, l'administration de l'hôpital a fait appel. Il convient également de noter qu'au cours de la procédure, l'employeur a fait preuve d'une grande persévérance et a utilisé tous les pouvoirs qui lui étaient conférés pour convaincre le tribunal qu'il avait raison. Comme l'a expliqué à Commons Vitaliy Dudin, qui représentait l'infirmière lors du procès devant le tribunal municipal de Myrhorod, l'employeur a fait appel à trois témoins de l'administration pour convaincre le tribunal que d'autres postes auraient été proposés à la plaignante, mais qu'elle les avait refusés. Toutefois, cette démarche n'a pas été utile. Selon le tribunal, l'employeur a fourni des preuves contradictoires qui ne correspondaient pas au dossier. En février, la cour d'appel a également donné raison à la plaignante, notant qu'«on ne lui a pas proposé tous les postes disponibles à l'hôpital». En outre, l'administration du défendeur a ignoré le droit

de préemption de Liudmyla de rester au travail. La nouvelle de la victoire de l'infirmière a surpris nombre de ses collègues et connaissances, dont la plupart ne pensaient pas qu'elle pouvait gagner.

«Lorsque j'ai gagné le procès, les médecins et les infirmières des autres services, ainsi que de la clinique, étaient sincèrement heureux pour moi. Ils m'ont dit : tu es la seule à les avoir remis à leur place ! Je pense que les gens devraient se battre pour leur droit au travail. Après tout, qu'y a-t-il à craindre ? Si votre employeur vous licencie, que peut-il faire de plus ? Mais si vous gagnez, non seulement vous obtiendrez ce qui vous est dû, mais vous vous ferez respecter. Ils vous éviteront alors comme la peste parce qu'ils sauront que vous n'êtes pas de ceux qui courbent l'échine», a déclaré l'infirmière.

### Se battre pour les gens

Notre prochaine héroïne est l'infirmière Oksana Hladun de Sosnivka, dans la région de Lviv. Elle est connue pour avoir organisé une grève de la faim en août 2021, avec d'autres employés de l'hôpital, parce que l'administration de son établissement médical lui devait son salaire. Cependant, la principale confrontation entre

les travailleurs médicaux et leur direction a eu lieu au tribunal.

L'histoire a commencé lorsqu'en octobre 2019, l'administration de l'hôpital a décidé de fermer le service de thérapie, qui comprenait le service des enfants, la salle d'urgence et la cuisine. Dans le même temps, 44 postes de personnel médical ont été supprimés. En mars 2020, tous les services de l'hôpital de la ville ont été fermés. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase pour les travailleurs de la santé qui décidèrent de se battre pour leurs droits et les droits de la ville minière à disposer d'un hôpital. L'exemple de l'hôpital de Sosnivska est unique dans la mesure où une partie du personnel médical licencié s'est unie pour protéger ses droits du travail. Les gens ont organisé des manifestations ensemble et ont assisté à des audiences au tribunal.

Le leader du mouvement était Oksana Hladun, qui était à la tête de la principale organisation syndicale hospitalière, le Syndicat libre des travailleurs de la santé d'Ukraine. Oksana a déclaré à nos journalistes qu'avant ces événements, elle n'avait pas participé à l'organisation de tels événements et n'avait aucune expérience de la confrontation juridique - elle n'était qu'une infirmière à l'hôpital. Ces événements l'ont forcée

à prendre en main le destin de son établissement médical. C'est ainsi que l'hôpital s'est doté d'un syndicat et que le personnel a élu Oksana Hladun à la tête du syndicat, qui n'a cessé d'interpeller les autorités à tous les niveaux. C'est ainsi que cette femme a réussi à fédérer autour d'elle le personnel médical et la population de la ville.

«Lorsque le personnel expérimenté de l'hôpital a été mis à l'écart pendant le confinement, j'ai commencé à chercher une assistance juridique auprès de tous ceux que je pouvais. Finalement, j'ai trouvé un avocat, un journaliste et une personnalité publique, Yaroslav Zhukrovskiy. Il a sympathisé avec notre lutte et a continué à nous aider à défendre les intérêts de nos employés, en nous fournissant une assistance juridique à titre gracieux. L'aide de l'avocat m'a donné confiance, et les filles l'ont sentie aussi, elles sont restées avec moi. Même si, pour être honnête, peu d'entre elles croyaient vraiment en notre victoire», explique Oksana.

L'infirmière estime que, outre le soutien juridique leurs manifestations ont joué un rôle clé dans l'unité du personnel. Selon elle, ses collègues et elle-même ne cherchaient pas tant à retrouver leur emploi ou à récupérer

l'argent des absences forcées qu'à obtenir justice et à sauver l'hôpital. Les médecins pensaient que les licenciements n'étaient que la première étape vers la fermeture de l'établissement médical (des rumeurs circulaient déjà à ce sujet). C'est pourquoi, en défendant ses droits du travail, Oksana Hladun et d'autres travailleurs médicaux se sont battus pour préserver l'hôpital dans son ensemble et, par conséquent, dans l'intérêt de leurs concitoyens.

«Pour moi, la préservation de l'hôpital est une lutte pour fournir des soins médicaux 24 heures sur 24 aux 12 000 habitants de la ville minière, dont 3 000 enfants. C'est peut-être pour cette raison que les habitants ont participé à nos manifestations et nous ont soutenus. L'administration harcelait les membres de mon syndicat pour qu'ils elles le quittent. Notre syndicat a survécu grâce à trois employées qui ne m'ont pas quitté et m'ont donné la possibilité de me battre pour un meilleur avenir de l'hôpital. J'ai senti le soutien des habitants de la ville. Les gens sont une grande force. Je n'aurais rien pu faire toute seule», a déclaré l'infirmière en chef.

Bien entendu, on a tenté de la discréditer en tant que dirigeante du syndicat et de la priver de son leadership. On a proposé à

Oksana de reprendre son travail, mais elle a refusé et est restée avec tous les employées licenciées. Finalement, les travailleurs médicaux ont obtenu gain de cause. Le tribunal a réintégré 19 personnes et l'hôpital a payé le taux mensuel moyen d'arrêt de travail causé par l'employeur à tous ceux qui ont déposé une demande d'indemnisation. Actuellement, Oksana occupe son poste d'infirmière préféré. Elle est à la tête de la principale organisation syndicale des travailleurs médicaux libres d'Ukraine dans cet établissement et continue d'essayer de protéger les droits des employés et de préserver l'hôpital pour la population de la ville.

Depuis 2020, la direction de l'hôpital de Sosnivka change tous les deux mois, pour un total de six directeurs. En novembre 2022, un directeur d'hôpital a été élu sur une base concurrentielle, qui a trouvé un terrain d'entente avec les autorités et est respecté par le personnel. La situation de l'hôpital s'est améliorée. Les salaires ont été augmentés et un appareil de radiographie numérique ainsi qu'un appareil à ultrasons moderne ont été achetés. Le personnel et la direction de l'hôpital font de leur mieux pour fournir au public les meilleurs soins médicaux possibles

à un prix abordable en ces temps difficiles.

### Une ligne de défense

L'expérience des infirmières de Sosnivka a montré qu'une lutte commune pour les droits du travail peut donner de meilleurs résultats que des initiatives individuelles. Par conséquent, des changements systémiques, tant en médecine que dans d'autres domaines, peuvent être obtenus en renforçant le rôle des associations, en particulier des syndicats. Selon Vitaliy Dudin, les activités des syndicats seront efficaces principalement si leurs représentants se sentent responsables vis-à-vis de leurs membres et travaillent activement pour empêcher les licenciements de salariés, en particulier les licenciements massifs.

«À mon avis, les syndicats devraient imposer leur volonté aux employeurs et engager des consultations en temps utile pour reporter les licenciements ou les réduire au minimum», a déclaré l'avocat.

Malgré les avantages évidents de la protection collective des droits du travail, ce mécanisme n'est malheureusement pas encore très répandu en Ukraine. Bien que le mouvement Sois comme Nina et d'autres initiatives montrent un grand potentiel dans ce domaine.

Parallèlement, le nombre de personnes qui cherchent à protéger leurs droits du travail à titre individuel augmente. Selon Vitaliy Dudin, malgré les avantages évidents des employeurs en cas de litige – la possibilité de manipuler les faits, comme dans le cas de Liudmyla Pukha, ainsi que d'autres obstacles sous la forme de frais de justice, d'honoraires d'avocats et de changements néolibéraux dans la législation du travail – les citoyens ordinaires ont suffisamment d'occasions de défendre leurs droits devant les tribunaux. Et la tendance, note l'avocat, est que les gens profitent de plus en plus de cette opportunité.

L'expert estime que les défis auxquels la société a été confrontée récemment font que les gens ont moins peur des litiges pour défendre leurs droits. Ce phénomène est également favorisé par un grand nombre d'exemples positifs.

«Autrefois, les gens avaient peur de leur patron et se sentaient moralement mal à l'aise lorsqu'ils lui demandaient de ne pas les licencier, mais la situation est en train de changer. Dans le contexte de l'horreur des bombardements, de la perte d'êtres chers et de la destruction des villes, un conflit avec un employeur ne semble plus

aussi effrayant qu'auparavant», a-t-il déclaré.

Par conséquent, le thème de la protection des droits devient de plus en plus intéressant pour de nombreux citoyens aujourd'hui. Et la société est particulièrement reconnaissante des initiatives visant à soutenir ses intérêts dans ce domaine. À cet égard, nous aimerions dire quelques mots sur le projet Trudoborona initié par les membres du Mouvement social. Ce projet est conçu pour fournir, nous le soulignons, un soutien juridique gratuit à tous ceux qui décident de défendre leurs droits en matière de travail. Comme l'a expliqué Vitaliy Dudin, les citoyens sont encouragés à défendre leurs intérêts de manière efficace, rapide et au moindre coût, c'est-à-dire sans faire appel à un avocat.

«Bien sûr, si une personne le souhaite, elle peut s'assurer le soutien d'un avocat. Mais dans le cadre du projet, nous expliquons comment défendre ses droits par soi-même, sur la base de notre expérience pratique et de la pratique judiciaire actuelle», résume l'avocat.

Bien entendu, la tendance des employés à être contraints d'affronter leurs employeurs devant les tribunaux est révélatrice des problèmes que connaît le climat

social en Ukraine. Dans ce cas, la manière la plus efficace de lutter est de faire pression sur l'administration et de rechercher une action collective. Malheureusement, la tendance va toujours dans l'autre sens. L'État, franchement, n'en fait pas assez pour fournir des emplois à tous ceux qui veulent travailler. Dans le même temps, la législation du travail est en faveur des employeurs, avec la perspective de le rester même après la levée de la loi martiale. Il est donc tout à fait naturel que les gens exigent un traitement plus équitable de leurs droits en matière de travail. Les histoires que nous avons citées en sont un exemple frappant. Et il est gratifiant de constater que lorsque les gens se battent pour leurs droits, ils sont guidés non seulement par leurs intérêts personnels, mais aussi par les intérêts publics. Il s'agit là d'un exemple frappant du développement de la société et d'une manifestation de son potentiel.

16 mai 2023